

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 13 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **HAGANIS**

15 avenue de Blida  
57000 Metz

Références : METZ\_HAGANIS\_CVD\_2022-07-07\_RAPVI\_EBK\_24014

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement HAGANIS implanté 15 avenue de Blida 57000 Metz. L'inspection a été annoncée le 17/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans l'action nationale "surveillance environnementale".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HAGANIS
- 15 avenue de Blida 57000 Metz
- Code AIOT dans GUN : 0006204993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le centre de valorisation des déchets (CVD) exploité par la régie HAGANIS est destiné à éliminer et à valoriser, par incinération, les déchets ménagers et assimilés pour Metz métropole, mais également pour les collectivités voisines, des entreprises et des particuliers.

Mis en activité en 2001, il est constitué :

- d'une Unité de Tri des Matériaux (UTM) permettant le tri sélectif des déchets issus des collectes sélectives et des déchets banals d'entreprise ;
- d'une Unité de Valorisation Énergétique (UVE) dédiée à l'incinération des déchets ménagers et assimilés et à la valorisation thermique de ces derniers. La capacité de l'unité est de 120 kt/an ;
- d'une Unité de Valorisation des Mâchefers (UVM) issus de l'incinération.

Il est soumis à autorisation au titre des ICPE et son exploitation est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié. Le site est soumis à une surveillance environnementale qui a été modifiée en 2020 par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-DCAT-BEPE-58 du 5 mars 2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance environnementale du site : les stations de mesure n°1, 2, 3 et 4 localisées hors site ont été contrôlées et les installations industrielles n'ont pas été visitées.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Modalités du programme de surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article IV.7	/	Sans objet
Vitesse et direction du vent	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article IV.7.1	/	Sans objet
Surveillance environnementale de niveau 1 - retombées atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article IV.7.2.1	/	Sans objet
Surveillance environnementale de niveau 1 - surveillance des bryophytes	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article IV.7.2.2	/	Sans objet
Bilan de la surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article IV.7.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection n'a pas identifié de non-conformité sur les points de contrôle objets de la visite. Elle a toutefois mis en évidence la nécessité de préciser ou clarifier certains éléments des rapports des campagnes individuelles de mesures et de revoir plus profondément le bilan annuel réalisé par l'exploitant.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Modalités du programme de surveillance environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article IV.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités du programme de surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Le programme de surveillance de l'impact de ses installations sur l'environnement est déterminé, mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ce programme peut être mutualisé avec la société UEM.  Il est fondé sur une surveillance à 2 niveaux : - niveau 1 : des campagnes de mesures pérennes ; - niveau 2 : des mesures complémentaires si un constat d'une évolution défavorable de l'environnement est observé sur les résultats des mesures de niveau 1.  Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant et selon les normes en vigueur, dont les références doivent être mentionnées dans les rapports d'analyse.
<b>Constats :</b> Sans observation. L'exploitant a transmis par courriel du 28/06/2021 les rapports de synthèse des campagnes de mesures 2021 réalisés par la société EVADIES. Les différentes sociétés compétentes identifiées sont : <ul style="list-style-type: none"><li>◦ LECES qui réalise les prélèvements atmosphériques et le rapport de mesure ;</li><li>◦ BIOMONITOR qui réalise les prélèvements de bryophytes et le rapport de mesures ;</li><li>◦ Micropolluants Technologies qui réalise les analyses en laboratoire .</li></ul> Les justificatifs joints sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'accréditation COFRAC (n°1-1975, Essais) de la société LECES qui réalise les prélèvements atmosphériques ;</li><li>• les références aux normes NF X43-014 et NF EN 16414 dans les rapports de prélèvements et d'analyses des sociétés spécialisées (rapports LECES n°8210015 du 31/08/2021 et BIOMONITOR n°21-RA-05-LS-04, version 1.1 de 09/2021) et leurs références dans les rapports de synthèse réalisés par la société EVADIES.</li></ul>
<b>Observations :</b> L'exploitant précise avoir vérifié la bonne application des normes précitées lors de la tierce expertise et mise en place des premiers prélèvements. Il s'est engagé à mettre en oeuvre des contrôles ponctuels du respect des normes en complément des accréditations et déclarations des sociétés spécialisées chargées de réaliser les prélèvements et analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vitesse et direction du vent

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article IV.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vitesse et direction du vent
<b>Prescription contrôlée :</b> La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation ou sur une station représentative des conditions météorologiques de l'installation.
<b>Constats :</b> Sans observation. La station météo de Metz-Frescaty localisée au Sud-Ouest de Saint-Julien-lès-Metz, a été jugée représentative lors de la mise en place de la surveillance environnementale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance environnementale de niveau 1 - Retombées atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article IV.7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale de niveau 1 - Retombées atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures des retombées dans l'air sont effectuées a minima 2 fois par an (février et juillet) a minima sur 6 stations de mesure : - 2 stations situées sur une zone sans impact de l'établissement : *zone témoin bas (Amanvillers) ; *zone témoin haut (Scy Chazelles) ; - 3 stations situées sur les zones d'impact principal : *zone d'impact Est (Saint Julien les Metz – à proximité de l'école Paul Langevin) ; *zone d'impact Sud-Ouest (Metz à proximité du collège Arsenal - entre le boulevard de Trèves et le boulevard Paixhans) ; *zone d'impact Nord Est (Ile de Chambièr) ; - 1 station située en zone d'impact éloigné (Saint-Julien-les-Metz – à proximité de l'école En colombe).  Les analyses sont réalisées a minima sur les paramètres suivants : - Poussières sédimentables totales ; - 12 métaux (Arsenic, Cadmium, Mercure, Nickel, Plomb, Thallium, Antimoine, Chrome, Cobalt, Cuivre, Manganèse, Vanadium) ; - 17 congénères PCDD/F ; - 12 congénères PCB-DL.
<b>Constats :</b> Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport de la campagne estivale 2021 des dépôts atmosphériques (rapport n°10721 du 19/10/2021 rédigé par la société EVADIES pour le compte de l'exploitant - campagne réalisée du 16/07 au 12/08/2021) transmis à l'inspection par courriel le 28/06/2022 ;</li><li>• les stations n°1, 2, 3, et 4 installées ou en cours d'installation au moment de l'inspection (l'installation des stations 5 et 6 étant prévue dans l'après-midi du 07/07/2022). L'inspection constate notamment que les jauges sont dans des espaces clôturés ou difficilement accessibles du public (sur la toiture dans le cas de la station n°4).</li></ul> Le rapport transmis précise entre autre : <ul style="list-style-type: none"><li>• les conditions de fonctionnement des installations sur la période concernée par la surveillance ;</li><li>• les teneurs mesurées pour l'ensemble des substances prévues dans le point de contrôle.</li></ul> L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none"><li>• que les limites de quantification varient d'une station à l'autre pour une même substance ;</li><li>• que les limites de quantification sont supérieures au "bruit de fond médian attendu en zone urbaine" pour la substance Hg bien que répondant à l'état de l'art en termes d'analyses ;</li><li>• une hausse des valeurs Cu relevées à l'été 2021 sur les stations proches du site sans que cette valeur ne soit corrélée à l'activité du site ou à un éventuel impact sanitaire.</li></ul> Lors de la visite, puis par courriel du 08/07/22, l'exploitant a justifié l'ensemble des observations relevées. Ces points n'appellent plus de remarque de la part de l'inspection. L'exploitant s'engage à intégrer l'ensemble de ces éléments d'interprétation dans les rapports des prochaines campagnes de surveillance.
<b>Observations :</b> Il convient de noter que la "station située en zone d'impact éloigné (Saint-Julien-les-Metz – à proximité de l'école En colombe)" a été légèrement déplacée suite à la destruction de l'école et au lancement d'un programme immobilier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance environnementale de niveau 1 - Surveillance des bryophytes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article IV.7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale de niveau 1- Surveillance des bryophytes
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements de bryophytes sont effectués a minima 1 fois par an (avril) a minima sur 6 stations de prélèvement : - 2 stations situées sur une zone sans impact de l'établissement : *zone témoin bas (Amanvillers) ; *zone témoin haut (Scy Chazelles) ; - 3 stations situées sur les zones d'impact principal : *zone d'impact Est (Saint Julien les Metz – à proximité de l'école Paul Langevin) ; *zone d'impact Sud-Ouest (Metz à proximité du collège Arsenal - entre le boulevard de Trèves et le boulevard Paixhans) ; *zone d'impact Nord Est (Île de Chambièr) ; - 1 station située en zone d'impact éloigné (Saint-Julien-les-Metz – à proximité de l'école En colombe).  Les stations de prélèvement des bryophytes doivent être situées à proximité des retombées atmosphériques afin de permettre d'interpréter les résultats obtenus.  Les analyses sont réalisées a minima sur les paramètres suivants : - 12 métaux (Arsenic, Cadmium, Mercure, Nickel, Plomb, Thallium, Antimoine, Chrome, Cobalt, Cuivre, Manganèse, Vanadium) ; - 17 congénères PCDD/F ; - 12 congénères PCB-DL.
<b>Constats :</b> Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport de la campagne de février 2021 du suivi dans les bryophytes terrestres (rapport n°7521, version 1.1, du 06/09/2021 rédigé par la société EVADIES pour le compte de l'exploitant) transmis à l'inspection par courriel le 28/06/2022 ;</li><li>• les lieux de prélèvement des bryophytes à proximité des stations n°1, 2, 3 et 4. L'inspection constate que ces lieux (espaces verts non systématiquement clôturés) sont potentiellement exposés aux activités extérieures.</li></ul> L'inspection constate que le rapport met en évidence " des dépôts légèrement plus élevés sur les stations les plus proches de l'UVE, notamment pour les PCDD/F et le Pb sur la station 1 [ <i>la plus proche du site</i> ]. Ces résultats mettent en avant un phénomène de dépôts dont l'ampleur reste modérée".  Lors de la visite, puis par courriel du 08/07/22, l'exploitant a corrélié ces observations aux émissions de l'installation, communiqué les résultats de la campagne 2022 (rapport de synthèse en cours de rédaction) et justifié l'ensemble des observations relevées par l'inspection.  L'exploitant s'engage à intégrer l'ensemble de ces éléments d'interprétation dans les rapports des prochaines campagnes de surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bilan de la surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VI.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse des résultats de la surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année l'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées un bilan commenté des résultats des campagnes de mesure réalisées sur l'année écoulée, dans un délai maximal de 4 mois à compter de la fin des prélèvements dans les matrices de l'environnement.  Ce bilan précise notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les références des normes de mesure, de prélèvement et d'analyse utilisées ;</li><li>- les coordonnées du laboratoire ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ainsi que les références de ses certifications ;</li><li>- une comparaison des résultats des mesures à ceux des campagnes précédentes ;</li><li>- l'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant se positionnant explicitement sur l'impact de l'installation sur l'environnement ;</li><li>- pour toute anomalie mise en évidence des explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier ;</li><li>- une description précise des points de mesure sur une carte ;</li></ul> les dates précises des début et fin de prélèvement ; les taux d'exposition où les points de prélèvements choisis sont sous les ventes de l'installation ; <ul style="list-style-type: none"><li>- un relevé des conditions météorologiques locales effectives lors des périodes de prélèvements ;</li><li>- la liste des installations en fonctionnement et leurs conditions de marche lors desdites périodes.</li></ul> En cas d'anomalie constatée, l'exploitant informe l'Inspection des installations classées dès la mise en évidence de cette anomalie et sans attendre l'établissement du rapport finalisé des résultats de mesures de la surveillance environnementale.
<b>Constats :</b> Le bilan du plan de surveillance - année 2021 (rapport n°02522 du 07/03/2022 rédigé par la société EVADIES pour le compte de l'exploitant) transmis à l'inspection par courriel le 28/06/2022 : l'inspection constate que ce rapport n'est qu'une simple agrégation des différents rapports de surveillance réalisés par l'exploitant. Ce rapport bilan ne contient notamment pas : <ul style="list-style-type: none"><li>• de conclusion sur la décision de mettre en oeuvre ou non le 2<sup>nd</sup> niveau de surveillance ;</li><li>• de mise en perspective des anomalies mises en évidence par les campagnes de surveillance (cf. constats précédents), notamment par rapport aux émissions du site sur les périodes concernées ;</li><li>• d'explication sur l'origine des anomalies et précisions sur les actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier ;</li><li>• les coordonnées des laboratoires.</li></ul> Les éléments d'interprétation sollicités ont été complétés par transmission de l'exploitant du 8 juillet 2022. Il n'appelle plus remarque de la part de l'inspection.
<b>Observations :</b> L'exploitant s'est engagé à profondément modifier le rapport bilan qui sera transmis suite aux mesures réalisées en 2022 en intégrant l'ensemble des éléments d'interprétation et les conclusions de décision attendues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet